
Quelques évidences sur la question berbère

Salem Chaker

L'actualité récente en Algérie a montré, une fois de plus, qu'en ce qui concerne les Berbères, les poncifs ont la vie dure. La plupart des organes de presse français ont allégrement puisé dans le stock inusable d'images d'Epinal sur le "bon Berbère", "le Berbère résistant et démocrate", devenu en ces temps menaçants, le dernier rempart contre la vague obscurantiste et fanatique. Les imposantes manifestations en faveur de la langue berbère et de la démocratie qui ont eu lieu en Kabylie et à Alger, en plein état de siège, ont renforcé cette image positive. Le "Berbère tolérant, moderniste et laïc" contre les "fous de Dieu" islamistes... On aura même pu lire dans certains hebdomadaires des descriptions tout à fait lyriques de la situation actuelle de la Kabylie, dignes d'un bon western — "Fort Alamo" ou "Le dernier des Mohicans" — où les villages Kabyles communiquent par signaux de fumée en attendant de pied ferme les Tartares venus du désert. Bref des lignes qui nous ramènent aux vaticinations du siècle dernier (en Algérie) et du début de ce siècle (au Maroc) sur les nombreuses qualités de ce sympathique Berbère, retranché dans ses montagnes inexpugnables, prêt à défendre par les armes ses libertés ancestrales. Le Berbère reste toujours le "bon barbare".

Ce qui ne nous aide guère à comprendre les réalités politiques complexes d'aujourd'hui.

Quelle est la nature de la question berbère dans l'Algérie contemporaine, quel est son devenir probable? Revendication purement culturelle, essentiellement linguistique, ne remettant pas en cause l'Etat-nation et susceptible de trouver une solution dans ce cadre? Ou revendication nationalitaire, voire nationaliste, en cours de constitution, portant en elle les germes de bouleversements géopolitiques majeurs?

La réponse doit certainement être nuancée et prudente. D'abord, parce que sur un terrain de cette nature, délicat et mouvant, l'observateur doit faire preuve de modestie et de prudence et admettre le caractère nécessairement subjectif et daté de toute évaluation. Les notions de "conscience culturelle/identitaire/nationale" ne sont pas des essences, mais des phénomènes historiques et sociaux, sujets à fluctuation, qui peuvent connaître des réalisations diverses.

Mais aussi parce que les Berbères sont divers et insérés dans des environnements très hétérogènes. Les contextes historiques, culturels et politiques étant différents, les potentialités d'évolution ne sont sans doute pas les mêmes partout. Car il faut également rappeler que la berbérophonie concerne près d'une dizaine de pays de l'ensemble Maghreb-Sahara-Sahel: Algérie, Maroc, Tunisie, Niger, Mali, Burkina-Faso, Mauritanie, Libye, Egypte. L'Algérie et le Maroc étant, de très loin, les pays qui comptent les populations berbérophones les plus importantes ($\pm 25\%$ en Algérie, 35 à 40% au Maroc). Et aussi ceux où la "question berbère" se pose avec une réelle acuité.

Incidentement, on soulignera l'importance de ces chiffres. 25% en Algérie, 40% au Maroc, cela fait des millions de personnes (6 à 7 millions de personnes en Algérie et une dizaine de millions au Maroc) ! Autrement dit, le poids démographique de la berbérophonie maghrébine est considérable: il ne s'agit pas du tout, ni en Algérie ni au Maroc, de minorités insignifiantes. Le "risque politique berbère" est d'abord dans la démographie qui renferme des potentialités redoutables: des Etats indépendants se sont constitués, des conflits nationaux se sont noués sur la base de populations bien moins nombreuses. Au fond, on peut même affirmer que s'il n'y avait pas fragmentation géographique de la berbérophonie, il y aurait déjà un Etat berbère en Afrique du Nord! On ne perdra jamais de vue cette donnée fondamentale car elle permet de mieux comprendre l'âpreté, la violence du débat dès que l'on aborde la "question berbère" au Maghreb. Les enjeux et les risques sont, quels que soient le point de vue et les engagements de chacun, considérables.

Les situations actuelles ne sont pas non plus identiques, à l'intérieur de chaque pays, dans les diverses régions berbérophones: en Algérie, les Aurès ne sont pas la Kabylie et au Maroc, le Rif ou Moyen Atlas réagissent et évoluent sans doute autrement que le monde chleuh pour ce qui est du rapport à la langue et à l'identité berbères. Sans même parler du monde touareg, écartelé entre cinq pays distincts... Ce qui sup-

pose, pour sortir du terrain des généralités et éviter les extrapolations abusives ou les poncifs, une approche particulière pour chaque pays et pour chaque région. On se limitera strictement ici au cas de la Kabylie.

L'Algérie, un environnement idéologique et politique hostile

En Algérie, depuis l'indépendance, l'Etat se définit constitutionnellement comme arabe et musulman: les Constitutions successives depuis 1963 sont parfaitement homogènes et constantes sur ce plan. La politique linguistique et culturelle mise en œuvre par le FLN et les différents gouvernements a été celle de l'arabisation et de la (ré)islamisation. A ce point de vue, il est toujours bon de rappeler que les islamistes algériens "ne tombent pas du ciel": ils sont très largement le produit concret d'une politique culturelle et scolaire poursuivie avec constance depuis l'indépendance. Et l'idéologie arabo-islamique dominante, lorsque elle se fait explicite, considère que la diversité linguistique est un danger pour l'unité nationale, un germe de division, l'unification linguistique devant parachever la construction nationale.

En fait, en Algérie, ce qui est à l'œuvre depuis l'indépendance n'est que la concrétisation politique d'options idéologiques anciennes du Mouvement national. Dès l'origine du nationalisme algérien (1925/1930), l'identité nationale et l'Etat-nation projetés ont toujours été définis comme arabo-islamiques. Et je crois que cette option est d'autant plus enracinée dans l'univers idéologique (et intellectuel) algérien qu'elle repose sur une double filiation: le modèle mythique de la cité islamique homogène, unie autour du Prince, chef légitime de la communauté des croyants d'une part et, d'autre part, le modèle français de l'Etat-nation centralisé, linguistiquement et culturellement unifié. De plus, un radicalisme politique affirmé (notamment dans la branche "populiste-indépendantiste" du nationalisme Cf. les travaux de Harbi) a considérablement renforcé la tendance au refus de la diversité.

Cet environnement, fait d'exclusion et d'hostilité, a eu des conséquences politiques décisives, surtout au cours des deux dernières décennies, caractérisées par un net réveil de la conscience identitaire berbère.

Cette période est en effet celle des importants mouvements de protestation qui secouent la Kabylie à partir de mars 1980. J'ai longuement analysé ailleurs les conditions, les causes lointaines et immédiates, la signification de ce "printemps berbère de Kabylie" de 1980 (Chaker 1989/1990). L'essentiel est de redire qu'il constitue une véritable charnière historique et qu'il a bien été vécu comme tel, non

seulement par les Kabyles, mais aussi par la plupart des autres régions berbérophones. En 1980, pour la première fois dans l'histoire connue de l'Afrique du Nord, un groupe berbérophone affirme clairement son droit et sa volonté d'existence à travers une demande de reconnaissance institutionnelle de sa langue et de sa culture.

La Kabylie, principale zone berbérophone d'Algérie, occupe donc une place à la fois spécifique et pionnière par rapport à la "question berbère". Une tradition d'autonomie et de résistance au pouvoir central séculaire, une acculturation occidentale profonde et déjà ancienne (à travers l'École et l'émigration), l'ancienneté de la formation et l'importance des élites locales ont fait de cette région le "fer de lance" de la revendication linguistique. C'est là, incontestablement, que l'on peut suivre avec le plus de précision les développements de l'aspiration berbère, notamment ses traductions explicites, culturelles, idéologiques et politiques.

Une situation très nouvelle depuis 1989

Après les "événements d'octobre" 1988 et les bouleversements politiques qu'ils ont entraînés, le terrain berbère kabyle a connu des mutations considérables. Un parti politique — le "Rassemblement pour la Culture et la Démocratie" (RCD) — a été fondé par un groupe de militants "berbéristes" au début 1989; les associations culturelles berbères se sont multipliées, en Kabylie, dans la diaspora kabyle et dans les autres régions berbérophones; plusieurs pôles de regroupement "culturalistes" se sont mis en place: Mouvement Culturel Berbère (MCB), Fédération Nationale des Associations Culturelles Amazigh (FNACA)... Tout ce travail organique s'ajoutant au plus traditionnel Front des Forces Socialistes (FFS) de Hocine Aït-Ahmed dont le recrutement est presque exclusivement kabyle et qui intègre explicitement la question culturelle et linguistique berbère dans sa plateforme politique depuis 1979.

On rappellera que jusqu'à la fin 1988, aucune association culturelle berbère n'avait jamais pu exister légalement en Kabylie. On mesure à quel point la situation est nouvelle pour une mouvance berbère qui, depuis l'indépendance n'avait connu que la clandestinité, la répression quasi permanente et la "délocalisation" vers la France: désormais, elle s'exprime et s'organise au grand jour en Algérie. Une édition berbère se met, péniblement, en place, des journaux commencent à utiliser la langue berbère, les réunions, colloques et festivals consacrés à la langue ou à la culture berbères se multiplient. Et deux départements de langue et culture berbères ont été créés dans les universités de Kabylie (Tizi-Ouzou: 1990 et Bougie: 1991). Bref, à l'interdiction quasi absolue a succédé une tolérance réelle.

L'Etat central: continuité constitutionnelle/souplesse politique

Si l'approche est différente depuis 1989, cela ne signifie pas que l'Etat central ait modifié sa doctrine en matière de langue et de culture. La dernière Constitution du 23 février 1989 a réaffirmé sans ambiguïté les options antérieures en la matière:

— art. 2: "L'islam est religion d'Etat"

— art. 3: "L'arabe est langue nationale et officielle"

Et elle prend bien soin d'interdire a priori la création d'organisations politiques sur des bases régionales (art. 9/2) ou qui pourraient attenter à l'unité nationale (art. 40/2). La loi sur les "associations à caractère politique" votée en juillet 1989 par l'Assemblée est encore plus explicite puisqu'elle interdit la formation de partis politiques sur des bases linguistiques. Le danger politique berbère est toujours parfaitement perçu et circonscrit par l'Etat central.

Bien sûr, le texte constitutionnel de 1989, s'il demeure la dernière référence disponible, n'a sans doute plus grande signification politique: cette Constitution est, *de facto*, suspendue depuis janvier 1992, date de l'arrêt du processus électoral et la prise du pouvoir directe par l'Armée. Et la situation politique a profondément évolué depuis lors. La bipolarisation politique et sociale — avec d'un côté l'Armée, de l'autre les islamistes — s'est accentuée à l'extrême et la violence bien installée. Marginalisant du même coup tous les autres acteurs politiques et sociaux, qui étaient déjà organiquement très faibles et dont la représentativité était souvent problématique.

Entre culture et politique

Cette situation nouvelle, où les contradictions se sont exacerbées, amène évidemment à s'interroger sur la signification sociale et politique (subséquemment sur l'avenir) de la revendication berbère en Kabylie. Est-elle dépassée? Est-elle soluble dans le jeu politique national?

Une constante: l'aspiration identitaire

Sur le fond — la nature de la revendication berbère en Kabylie —, mon opinion est faite depuis longtemps et les développements récents n'ont fait que la conforter: les choses sont claires et peuvent être aisément cernées parce que l'aspiration berbère a des expressions nombreuses et variées sur une profondeur de temps déjà considérable (Cf. Chaker 1987 et 1989/1990). Il s'agit de la revendication de reconnaissance d'une entité linguistique particulière, c'est-à-dire d'un

problème de minorité culturelle. Tout le discours (culturel ou idéologique) proprement berbériste en Kabylie gravite autour d'une affirmation très simple: "*Le berbère est notre langue et non l'arabe; nous sommes des berbères et non des arabo-musulmans!*"

Et ce qui est demandé est l'inscription constitutionnelle et géographique d'un particularisme objectif et des droits culturels qui en découlent, notamment celui de vivre dans et par sa langue. Les Kabyles "berbéristes" rejettent, en définitive, la thèse fondatrice de "l'Algérie arabe et musulmane" pour lui substituer une autre vision: "l'Algérie est arabe et berbère". Au fond, c'est bien la thèse dite de "l'Algérie algérienne" des berbéristes de 1949 qui triomphe en Kabylie, mais avec quarante ans de retard (Cf. Carlier, Ouerdane, Harbi) !

Les partis "berbères" en Algérie

Contrairement à ce qu'ont pu laisser croire les qualifications d'origine journalistique, il n'y a pas de "parti berbère ou berbériste" en Algérie: il y a des partis politiques à ancrage sociologique berbère mais pas de parti qui développe un projet spécifiquement "berbère". Tous s'inscrivent expressément dans une perspective nationale et la revendication linguistique et culturelle berbère n'est, chez tous, qu'un aspect particulier d'un positionnement politique plus global. La dernière née de ces organisations, le RCD, s'affirme avec insistance comme formation "social-démocrate" et non comme "parti berbère", en rappelant à toutes les occasions sa vocation nationale. Le FFS et son fondateur quant à eux n'ont jamais voulu, expressément, "s'enfermer dans le ghetto kabyle" et s'engager dans une stratégie proprement berbère. Sur ce point au moins, il y a eu, jusqu'à présent, convergence parfaite entre les deux partis politiques kabyles.

Bien sûr, les organisations concernées contesteront cette analyse et protesteront de leur "bonne foi nationaliste algérienne" en mettant en avant une prétendue implantation nationale. Il s'agit, sans discussion possible, soit d'un auto-aveuglement¹, soit d'une falsification grossière des réalités. Ni le RCD, ni le FFS, malgré tous leurs efforts, ne sont parvenus à sortir du fameux "ghetto kabyle": même hors de Kabylie, leur assise électorale est strictement kabyle. La carte des résultats du premier tour des législatives de décembre 1991 est sans appel sur ce plan; le FFS et le RCD n'existent électoralement qu'en Kabylie et dans les villes de forte émigration kabyle (certains quartiers du "Grand Alger" notamment). Et ce ne sont pas les quelques arabophones isolés — toujours des intellectuels — qui ont pu rejoindre ces partis qui changeront cette tendance lourde.

On ne peut donc pas parler, pour l'heure, de "partis berbères" mais seulement des forces qui prennent appui sur une aspiration très présente en Kabylie pour se constituer organiquement et s'imposer sur l'échiquier

politique national, avec des stratégies plus ou moins indépendantes de l'aspiration populaire qui les porte. Le hiatus idéologique et stratégique entre les organisations "berbères" — du moins au niveau de leurs expressions officielles — et leur base est flagrant.

Une autonomisation inéluctable de la revendication berbère?

La revendication linguistique berbère peut-elle effectivement être canalisée, intégrée, dans une stratégie ou une alternative nationale algérienne, quelle qu'elle soit? C'est évidemment là une question cruciale pour l'avenir de l'Algérie et sans doute du Maghreb. Pour ma part, j'en doute de plus en plus et j'aurais même tendance à penser désormais qu'une telle évolution est sans doute exclue. En fait, l'hypothèse paraît assez inconsistante (ou idéaliste) pour deux types de raisons convergentes.

D'une part parce que l'affirmation identitaire berbère se développe dans un terrain idéologique qui lui est profondément hostile. Globalement, la culture politique dominante en Algérie reste marquée en profondeur par l'adhésion à l'arabo-islamisme et, plus particulièrement, à l'arabisme, ceci toutes tendances et sensibilités confondues. La référence à la langue arabe conçue comme paramètre définitoire de la nation algérienne relève du dogme non discutable. De plus, l'environnement géopolitique arabe est lui aussi marqué par une hostilité structurelle à la berbérité: les Berbères sont, partout dans le monde arabe, même au Moyen Orient, perçus comme un danger pour l'arabisme et l'arabité. Quelle que soit l'évolution des rapports de forces politiques, je suis donc assez sceptique quant à la possibilité d'une reconnaissance par l'État algérien du berbère comme langue nationale sur un pied d'égalité avec l'arabe. Ce serait une remise en cause des bases mêmes de l'État-nation algérien dont on perçoit mal comment elle pourrait être envisagée et acceptée par l'arabo-islamisme ambiant et dominant.

D'autre part, au plan plus strictement politique, l'intégration — et la résolution — de la "question berbère" dans une alternative nationale quelconque supposerait qu'une telle alternative existât. Cela a bien été la stratégie des deux partis politiques kabyles (FFS et RCD) jusqu'à présent: inscrire ce problème culturel dans le cadre d'un projet démocratique national. Force est de constater, si l'on s'interdit tout idéalisme ou discours creux, que, là non plus, on ne voit pas du tout où seraient les contours politiques et sociologiques de cette hypothétique alternative démocratique. Toutes les données objectives, notamment les tests électoraux en grande nature de 1990 et de 1991 montrent qu'elle n'existe pas, et ceci quel que soit le mode de scrutin. L'"alternative démocratique nationale" en Algérie est, sur la base des données connues, une pure vue de l'esprit, à tout le moins, une perspective très hypothétique et lointaine.

La réalité peut déplaire, mais elle est là et têtue: les courants démocratiques sont très minoritaires, pour ne pas dire insignifiants, en Algérie — surtout si l'on ne confond pas démocrates et "modernistes"!

D'aucuns rêvent d'une alternative démocratique nationale centrée sur la Kabylie; les récentes manifestations de Kabylie et d'Alger — pour "tamazight" et la démocratie — semblent avoir redonné quelque espoir aux tenants de cette hypothèse. Mais la "démocratie kabyle" ne constituera probablement pas une chance pour l'Algérie de sortir de la crise, parce qu'elle est d'abord "kabyle" avant d'être "démocrate" - ou, si l'on veut, "démocrate" parce que "kabyle".

Je reste pour ma part convaincu que la Kabylie et les personnalités politiques kabyles — y compris Aït-Ahmed malgré son capital de légitimité historique — n'auront jamais la capacité de fédérer autour d'eux un courant d'opinion significatif au plan national. Ils sont et resteront kabyles et, au mieux, "mordront" sur une partie très minoritaire de l'intelligentsia urbaine arabophone. Tous les indices disponibles établissent nettement que la distinction linguistique arabophones/berbérophones correspond bien, au niveau des données sociologiques globales, à une fracture politique. Les diverses tentatives de "mobilisation démocratique" initiées par les partis kabyles, notamment le FFS, n'ont jamais significativement débordé des populations kabyles, y compris dans le cas des manifestations qui ont eu lieu à Alger. Une "Algérie démocratique autour de la Kabylie" est une fiction, un rêve éveillé, sans la moindre consistance, sociologique, idéologique et politique.

Que conclure?

Que la Kabylie, de plus en plus isolée et prise en tenaille entre la pression de l'armée et celle des islamistes, sera probablement contrainte assez rapidement à développer une stratégie spécifique qui pourrait prendre la forme d'un projet autonomiste dans un cadre fédéraliste. Ou à disparaître, d'abord en tant que force et potentialité politique, puis, à plus long terme, en tant que réalité ethnolinguistique.

N'oublions pas que le temps, depuis treize siècles, travaille contre la berbérophonie.

Salem Chaker est professeur de berbère à l'Institut national des langues et civilisations orientales à Paris.

Sigles:

Confluences

FFS: Front des forces socialistes (parti politique d'opposition à implantation kabyle; fondé en 1963 par H. Aït-Ahmed)
FLN: Front de libération nationale (Algérie)
RCD: Rassemblement pour la culture et la démocratie, parti à base "berbériste", fondé en février 1989 (dirigé par le Dr Saïd Sadi).

Bibliographie

On trouvera une orientation bibliographique systématique pour le domaine berbère (langue, littérature, identité) dans:

Chaker Salem: 1981 à 1991 - "Langue et littérature berbères. Chronique des études", *Annuaire de l'Afrique du Nord*, XX à XXI, Paris, CNRS.

AAN = Annuaire de l'Afrique du Nord (Paris, CNRS).

ROMM et REMMM = Revue de l'Occident Musulman et de la Méditerranée (Aix-en-Provence).

Aït-Ahmed Hocine: 1989 - *L'affaire Mécili*, Paris, La Découverte.

Carlier Omar: 1984 - "La production sociale de l'image de soi. Note sur la «crise berbériste»" de 1949, *AAN*, XXIII, (1986): 347-371.

Chaker Salem: 1984 - *Textes en linguistique berbère*. (Introduction au domaine berbère), Paris, CNRS, 292 p.

Chaker Salem: 1989/1990 - *Berbères aujourd'hui*, Paris, L'Harmattan / Imazighen assa, Alger, Bouchène.

Chaker Salem: 1991 - "Berbères: question nationale? Question culturelle?" *L'événement européen*, 16 (Minorités, quelles chances pour l'Europe?) pp. 191-204

Chaker Salem: 1992 - "La question berbère dans l'Algérie contemporaine: la fracture inévitable?" *REMMM*, 65 (= L'Algérie incertaine): 97-105

Chaker Salem/Abrous Dahbia: 1988 - Berbérité ou la dimension innommable, *ROMM*, 49: 173-197.

Harbi Mohamed: 1975 - *Aux origines du FLN: le populisme révolutionnaire en Algérie*, Paris, Chr. Bourgeois [notamment: 111-117]

Harbi Mohamed: 1980/a - *Le FLN, mirages et réalité*, Paris, Edit. Jeune Afrique, [notamment chap. 4: 59-68]

Harbi Mohamed: 1980/b - "Nationalisme algérien et identité berbère", *Peuples méditerranéens*, 11: 31-37.

Harbi Mohamed: 1981 - *Les archives de la révolution algérienne*, Paris, Edit. Jeune Afrique.

Harbi Mohamed: 1984 - *La guerre commence en Algérie*, Bruxelles, Editions Complexe. [notamment: 125-126]

Revue de l'Occident Musulman et de la Méditerranée [Aix-en-Provence]: 1987, n° 44 - "Berbères: une identité en construction", [sous la resp. de S. Chaker].

Ouerdane Amar: 1987 - La "crise berbériste" de 1949, un conflit à plusieurs faces, *ROMM*: 1987, n° 44: 35-47.

Tafsut - Etudes et débats [Tizi-Ouzou/Aix-en-Provence]: 1983-1987 (4 vol.)

¹ Ceci n'est pas une simple hypothèse d'école: la tendance à la cécité politique est solidement représentée chez les dirigeants politiques et les militants organisés algériens. C'est même sans doute une donnée psycho-sociologique majeure à la

lumière de laquelle on aurait intérêt à relire tous les développements politiques depuis 1988.